

Le démantèlement libéral des régions doit cesser

Amos, le 20 octobre 2016 – Le chef de l’opposition officielle, Jean-François Lisée, et François Gendron, député d’Abitibi-Ouest, dénoncent les dommages causés par le gouvernement libéral dans les régions du Québec, mais particulièrement dans la région de l’Abitibi-Témiscamingue, qui sont le résultat de ses politiques d’austérité toxiques et d’une vision à courte vue.

« La disparition des nombreux outils de développement et de soutien, dont les centres locaux de développement, qui sont passés de 120 à seulement 48, est inadmissible. À cela s’ajoutent l’abolition des conférences régionales des élus, la fermeture des directions de bureaux régionaux de plusieurs ministères, la centralisation dans le secteur de la santé, et j’en passe. Le Parti Québécois demande un cran d’arrêt à toute mesure de centralisation des services qui nuit aux régions du Québec. Nous exigeons également que les ministres chargés de veiller sur les régions, présentement tous des élus de Montréal, soient remplacés illico par un ou des députés ministres en provenance des régions et possédant une réelle connaissance de leurs réalités », a plaidé le chef de l’opposition officielle, Jean-François Lisée.

« Les libéraux ont passé au tordeur une panoplie de programmes stimulants pour le développement régional, en soutenant qu’il n’y aurait aucun impact négatif sur l’économie. Les données prouvent aujourd’hui le contraire. Comme si ce n’était pas suffisant, le gouvernement libéral est incapable d’estimer le nombre d’entreprises ayant été soutenues, l’année dernière, par les structures qui remplacent les CLD. Le gouvernement n’a pas de données sur le nombre d’entreprises n’ayant pas eu accès aux services des entrepreneurs mentors, que les libéraux ont congédiés. Le premier ministre a démantelé les outils de développement régionaux, cassé l’élan économique de nos entreprises, et il continue d’affirmer qu’il n’y a aucun problème », a pour sa part dénoncé le député d’Abitibi-Ouest.

Le Parti Québécois croit qu’un Québec fort passe par la vitalité de ses régions. Il a toujours fait et fait encore aujourd’hui le choix de défendre les régions. *« Contrairement à tous ses prédécesseurs, le premier ministre a fait le choix de ne pas nommer un ministre responsable des Régions. Il a plutôt chargé trois élus de Montréal de superviser le démantèlement libéral des régions depuis la métropole, bien loin de l’Abitibi-Témiscamingue. Personne, au sein du gouvernement libéral, n’est chargé de défendre les régions du Québec. Au Parti Québécois, nous avons donné à Sylvain Gaudreault, député de Jonquière, le mandat de réunir une équipe de 16 élus provenant des quatre coins du Québec pour tendre la main aux décideurs régionaux. Nous serons les alliés de toutes les régions du Québec »,* a tenu à réitérer le député François Gendron.